

DECLARATION de la FCPE, de la FSU et du SGEN-CFDT

Conseil Départemental de l'Education Nationale

Lundi 16 mai 2011

La réunion du CDEN ce jour revêt une importance particulière dans la perspective de la préparation de la prochaine rentrée scolaire dans les écoles et collèges du département. Il intervient en effet tardivement, après les élections cantonales de mars dernier, alors que les choix politiques budgétaires du gouvernement mettent l'Education Nationale en danger et ne permettent plus à l'Ecole de remplir ses missions.

En effet, les actions des parents et des enseignants, dans les écoles, collèges et lycées du Loiret témoignent des difficultés déjà rencontrées à l'heure actuelle, pour assurer l'essentiel.

Malgré la dotation positive du département, maintenant au plus bas le taux d'encadrement des élèves dans le premier degré (le P/E), ce taux est toujours le plus faible de l'académie et un des plus bas de France dans sa catégorie. Le nombre d'élèves par classe va, de fait, augmenter faute d'ouvertures de classes en nombre suffisant. Ainsi, non seulement 23 écoles, au minimum, dépassant le seuil n'ont pas ouvert mais des fermetures à Chanteau ou à Charles Pensée, pour ne citer que ces écoles en exemple, vont avoir des conséquences sur les conditions de travail des enseignants et sur les conditions d'apprentissage des élèves dans des classes chargées et à double niveau. De plus, à cause d'un recrutement insuffisant (non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 entraînant une diminution de postes au concours) et par manque d'anticipation des conséquences de la réforme des retraites pour les mères de 3 enfants, le Loiret va se retrouver en déficit important de personnel à la rentrée.

En ce qui concerne les rythmes scolaires, nous confirmons l'insatisfaction des parents et des enseignants. La mise en place de la semaine de 4 jours et les créneaux consacrés à l'aide personnalisée qui en découlent, entraînent pour les élèves un allongement des journées et de la fatigue, pour les enseignants un manque de temps de concertation pour un travail en équipe.

Dans les collèges, 35 postes d'enseignants sont supprimés à la rentrée ainsi que 11 emplois d'assistants d'éducation ou pédagogiques, alors que nous accueillerons 274 élèves en plus. Déjà aujourd'hui, parents et élèves se plaignent des heures de cours perdues faute de remplacement de professeurs : un professeur d'Allemand parti à la retraite en avril ne sera sans doute pas remplacé d'ici juin dans tel collège de l'agglomération ; dans tel autre c'est le professeur de SVT et celui de Français qui ne sont pas remplacés ; des élèves de seconde, sur Orléans, retrouvent enfin un professeur de Mathématiques, après plusieurs semaines sans cours et une pétition signée massivement, mais pour ce faire, les contraintes d'emploi du temps les empêchent de suivre une heure d'Anglais et une autre d'EPS.... Quant à la réduction de la DGH elle entraînera des suppressions d'aides pour les élèves, l'impossibilité de travail en petits groupes et pour certains collèges la non mise en œuvre des actions du projet d'établissement. Dans un autre collège ayant 38h/semaines en moins, comment imaginer réaliser l'année ? L'encadrement et le soutien des élèves en dehors des cours est aussi mis à mal par la suppression d'emplois d'assistants pédagogiques. Par exemple, les 2 collèges CLAIR du Loiret (Malraux et Jean Rostand), perdent chacun 1,5 postes alors que les effectifs sont sensiblement les mêmes qu'à la rentrée 2010, et que la labellisation CLAIR laissait miroiter un maintien des moyens jusqu'alors octroyés à l'éducation prioritaire, conformément au discours de M. le Ministre en janvier dernier.

C'est pourquoi les parents d'élèves et les organisations syndicales appellent parents et personnels à poursuivre les mobilisations locales avec un temps fort le vendredi 20 mai. Cette journée d'action réunira l'ensemble de la communauté éducative pour réclamer un collectif budgétaire à la hauteur des enjeux éducatifs pour notre pays, dans les écoles, collèges et lycées.

Les cumuls de réformes successives et la baisse des moyens, année après année, étranglent le Service Public d'Education. Nous, représentants de la communauté éducative, lançons un cri d'alarme, c'est l'Ecole de la République qui est atteinte.